



## **PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE**

**DIRECTION RÉGIONALE ET INTERDÉPARTEMENTALE  
DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ÉNERGIE D'ILE-DE-FRANCE**

**UNITÉ DÉPARTEMENTALE DE SEINE-ET-MARNE**

**Arrêté préfectoral n° 2017 DRIEE/UD77/043  
portant mise en demeure  
à l'encontre de la société Carrières d'Isles-lès-Villenoy (C.I.V)  
pour son site situé Lieu-dit « Les Longues Raies », parcelles ZB n°74 et 20pp  
sur le territoire de la commune d'Isles-lès-Villenoy**

**Le Préfet de Seine-et-Marne  
Officier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,**

VU le code de l'environnement, et notamment son article L.171-8-I ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 12 avril 2006 portant désignation du site Natura 2000 boucles de la Marne (zone de protection spéciale) FR1112003 ;

VU le plan de prévention du risque inondation (PPRI) vallée de la Marne d'Isles-les-Villenoy à Saint-Thibault-des-Vignes approuvé le 27 novembre 2009 ;

VU le schéma départemental des carrières de Seine-et-Marne 2014-2020 approuvé par arrêté préfectoral n°2014/DCSE/M/006 du 7 mai 2014 ;

VU les actes administratifs délivrés antérieurement, et notamment l'arrêté préfectoral n°97 DAE 2 M 028 du 29 mai 1997 autorisant la Société des Carrières d'Isles-lès-Villenoy à poursuivre l'exploitation de la carrière située sur le territoire de la commune d'Isles-les-Villenoy, pour une durée de 5 ans, sur une superficie de 110 ha 65 a 86 ca (parcelles ZC 13, 14, 27, 30, ZE 17, ZF 17, 18, 62, 63, 78, 97, 99, 102, 104, ZH 17) ;

VU les procès-verbaux de récolement de cessation d'activité partielle de la carrière située sur la commune d'Isles-lès-Villenoy datés du 16 mai 2007 sur une superficie d'environ 22,3 ha, du 31 décembre 2008 sur une superficie d'environ 3,6 ha et du 30 décembre 2011 sur une superficie d'environ 98,3 ha ;

VU le rapport au Préfet de Seine-et-Marne du Directeur régional et interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France daté du 10 avril 2017 consécutif à la visite d'inspection du site d'Isles-lès-Villenoy du 17 mars 2017 faisant état de faits contraires aux prescriptions applicables et dont une copie a été remise à la Société Carrières d'Isles-lès-Villenoy (C.I.V) lui permettant de faire part de ses observations conformément aux dispositions de l'article L.171-6 du Code de l'environnement ;

VU le courrier du Directeur Général de la société Carrières d'Isles-lès-Villenoy (C.I.V) en date du 24 avril 2017 établi dans le cadre de la procédure contradictoire visée à l'article L.171-6 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la remise en état du site n'est pas intervenue dans le délai prévu par l'arrêté préfectoral n° 97 DAE 2M 028 du 29 mai 1997 ;

CONSIDÉRANT que la remise en état actuelle du site n'est pas conforme au plan de réaménagement annexé à l'arrêté préfectoral n° 97 DAE 2M 028 du 29 mai 1997 notamment en ce qui concerne le boisement sur la parcelle ZB74 (ex 62) ;

CONSIDÉRANT qu'au terme des récolements partiels de mai 2007, de décembre 2008 et de décembre 2011, il subsiste un secteur d'une superficie de 6,5 ha correspondant aux parcelles ZB74 et ZB20pp, inscrit dans le « secteur B » de l'arrêté préfectoral n° 97 DAE 2 M 028 du 29 mai 1997 ;

Sur proposition du Directeur régional et interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France ;

## ARRÊTE

### ARTICLE 1 : CHAMP D'APPLICATION

La Société Carrières d'Isles-lès-Villenoy (C.I.V), domiciliée 28 rue de l'Olivette – BP9 77450 Isles-lès-Villenoy, **est mise en demeure** en application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement, de respecter les prescriptions suivantes pour son site situé lieu-dit « Les Longues Raies », parcelles ZB n°74 et 20pp sur la commune d'Isles-lès-Villenoy :

- **immédiatement** : cesser tout apport de matériaux inertes extérieurs ;
- **sous un mois** : réaliser sur plusieurs échantillons représentatifs et en différentes profondeurs, de tests de lixiviation selon la norme NF EN 12457-2 sur l'ensemble des paramètres visés à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;
- **sous trois mois** : remettre en état les parcelles ZB74 et ZB20pp selon les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 97 DAE 2 M 028 du 29 mai 1997 ; A défaut, transmettre au Préfet de Seine-et-Marne un dossier modificatif des conditions de remise en état incluant un volet paysager, justifiant de la qualité des matériaux apportés et de la compatibilité au document d'urbanisme en vigueur ; En tout état de cause et dans ce dernier cas, les travaux de remise en état devront être finalisés au plus tard au 31 décembre 2017.



## **ARTICLE 2 : SANCTIONS**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

## **ARTICLE 3 : INFORMATION DES TIERS**

Une copie du présent arrêté est affichée en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire.

Une copie du présent arrêté est déposée en mairie d'Iles-lès-Villenoy et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire et adressé au Préfet.

## **ARTICLE 4 : DELAI ET VOIES DE RECOURS**

Conformément à l'article L. 514-6 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Melun (43 rue du Général de Gaulle – 77000 MELUN), dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 dudit Code :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° susvisés.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L.112-2 du code de l'urbanisme.

## ARTICLE 5 : EXECUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Maire de la commune d'Isles-lès-Villenoy et le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France à Paris sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la société Carrières d'Isles-lès-Villenoy (C.I V) sous pli recommandé avec avis de réception.

Melun, le - 4 MAI 2017

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général de la  
Préfecture

Nicolas de MAISTRE

Destinataires d'une copie :

- M. le Directeur de la Société Carrières d'Isles-lès-Villenoy (C.I.V),
- M. le Préfet de Seine-et-Marne (DCSE),
- M. le Maire d'Isles-lès-Villenoy,
- M. le Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Meaux,
- M. le Sous-préfet de Meaux,
- M. le Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile (Préfecture - SIDPC),
- M. le Directeur Départemental des Territoires (SEPR),
- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- Mme la Déléguée Départementale de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France,
- M. le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France à Paris,
- M. le Chef de l'Unité Départementale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France à Savigny-le-Temple.